

# Note de Synthèse

## Conseil Communautaire du 03/11/2016 à 19h

### Centre Rural d'Animation à Piégros la Clastre

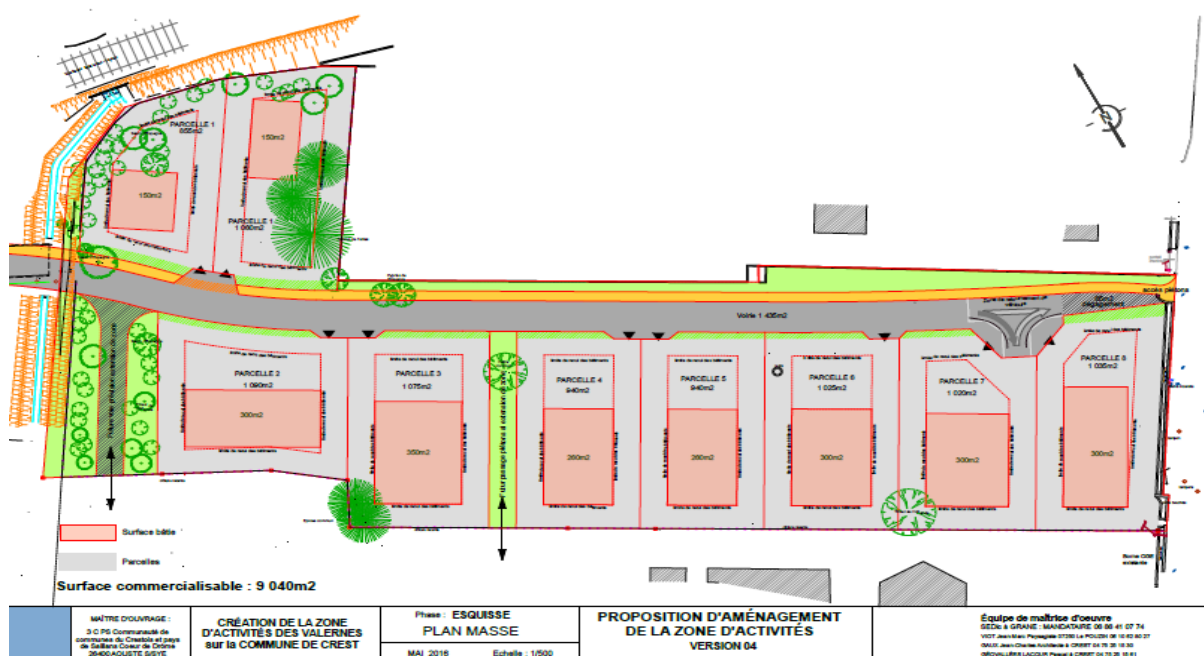
#### 1. Approbation du compte rendu du 28 septembre 2016

## Thématique Economie

#### 2. La Zone d'activités des Valernes à Crest : Validation de l'AVP (Avant Projet)

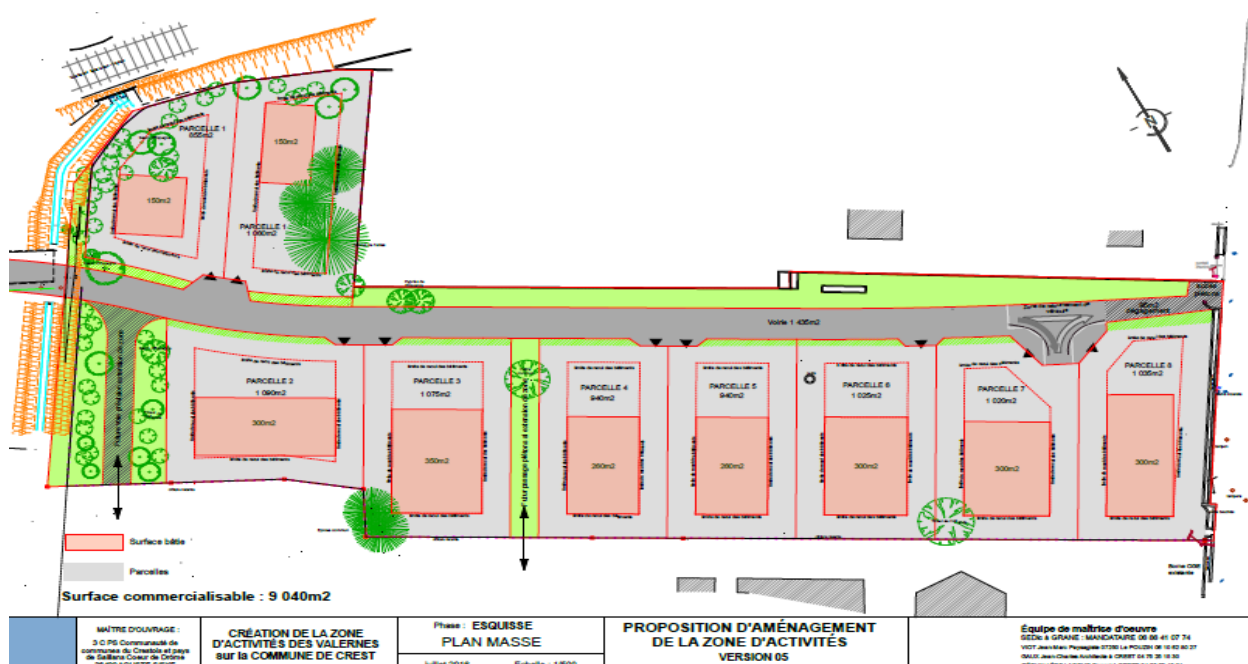
Une présentation de l'AVP des Valernes sera réalisée en séance par l'équipe de maîtrise d'œuvre. Voici les deux schémas d'aménagement proposés :

#### **Solution I :**



**Budget de la solution I :    350 000 euros**

## Solution 2 :



## Budget de la solution 2 : 260 000 euros

### Les grands principes d'aménagement sont les suivants

- des parcelles entre 850 et 1100 m<sup>2</sup> = 9 040 m<sup>2</sup> commercialisables (12 350 m<sup>2</sup> aménageables), regroupables ou divisibles, pour accueillir en priorité des entreprises artisanales et des PME /PMI,
- en termes d'aménagements routiers : une voie de circulation principale de 6 m de large qui dessert l'ensemble des parcelles avec une aire de retournement en fin de zone,
- un traitement paysager qui optimise le maintien des grands arbres jugés remarquables et fortement appréciés des riverains avec création notamment d'une trame paysagère à l'entrée de la zone de part et d'autre de la voirie,
- une intégration de ces parcelles dans le tissu économique existant,
- le maintien d'un accès entre ce tènement et un tènement plus au sud actuellement classé en zone AUI au PLU afin d'anticiper une future mutation de ce foncier en zonage économique : la proposition est actuellement de végétaliser cet accès et de le transformer dans le futur, si besoin, en accès routier tout en préservant les grands arbres les plus remarquables.

Le Conseil départemental travaille actuellement sur l'élaboration d'un règlement d'aide aux équipements structurants qui financerait le soutien aux espaces d'activités. Ce règlement sera voté au CD 26 en fin d'année. Ce projet de zone d'activités serait à priori éligible.

### Pour information

⇒ Pour la solution n°1 d'un coût de 344 337 € pour 9 040 m<sup>2</sup>

Le prix de vente serait de 39,23 €/m<sup>2</sup>

Ou de 28,30€/m<sup>2</sup> si le Conseil Départemental verse 8€/m<sup>2</sup> (montant de l'aide exact en attente de la validation du règlement))

⇒ Pour la solution n°2 d'un coût de 259 476 € pour 9 040 m<sup>2</sup>

Le prix de vente serait de 29,80 €/m<sup>2</sup>

Le CD26 ne participera pas, vu le coût de 17,01 €/m<sup>2</sup> qui serait atteint avec cette aide.

La Commission Economique propose la solution n° 2 sans aide, ou la solution n° 1 avec les financements du Conseil Départemental (donc soit on attend la validation définitive du Département pour aménager avec la solution 1 (quelques mois), soit on aménage avec la solution 2 et on dépose le permis de lotir).

***Il est demandé au Conseil Communautaire de choisir entre les deux solutions d'aménagement et d'autoriser le Président à solliciter le Conseil Départemental sur une aide à l'aménagement des zones d'activités.***

## **Thématique Agriculture Tourisme**

### **3. Guide des producteurs : impression et diffusion**

La réédition du guide des producteurs du terroir dont la dernière édition date de 2012 a été décidée par les collectivités fin 2013 avec le recrutement d'une stagiaire courant 2014. Le retard pris par le programme LEADER a nécessité un décalage dans le temps de l'édition de ce guide. Aujourd'hui, le guide des Producteurs de la Vallée de la Drôme est en cours de finalisation et pourra être imprimé d'ici la fin de l'année.

Ce guide répertorie l'ensemble des exploitations qui commercialisent en circuits courts (marché, paniers, ...) et/ou accueillent du public à la ferme (visites, vente à la ferme, agritourisme...).

Cette nouvelle version sera distribuée très largement et gratuitement aux habitants et visiteurs du territoire et se veut un véritable outil d'information et de sensibilisation à l'alimentation de proximité et de qualité.

Le coût de l'édition de ce guide est estimé à 29 000 € subventionné à hauteur de 80 % selon le plan de financement suivant :

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
Conception graphique	6 135 €	Région (23%)	6 665 €
Prestation informatique/numérique	3 540 €	Leader (57%)	16 519 €
Impressions	19 305 €	Collectivités (20%)	5 796 €
		Dont CCVD	3 883 €
		Dont CCCPS	1 913 €
<b>TOTAL</b>	<b>28 980 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>28 980 €</b>

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette réédition et de valider le montant de l'autofinancement pour la CCCPS de 1 873 €, somme disponible sur le budget « communication agricole ».***

### **4. PPT lancement du nouveau programme**

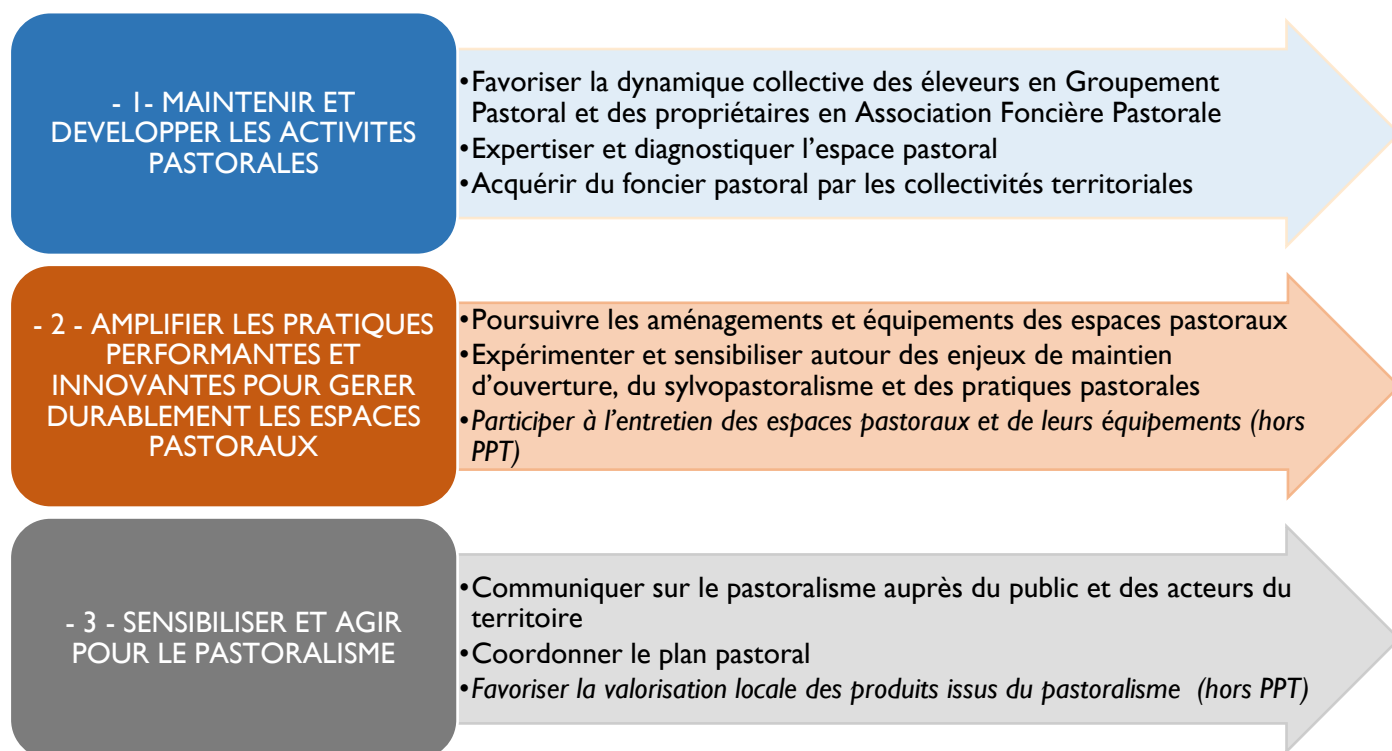
Le Plan Pastoral Territorial Vallée de la Drôme a été rédigé par la CCCPS et la CCVD avec l'appui de l'ADEM et en concertation avec les éleveurs et partenaires.

Il sera opérationnel en début d'année 2017 en fonction du temps de validation par la Région.

Ce nouveau programme d'actions intègre l'ensemble des enjeux rencontrés par le pastoralisme même si certaines de ces actions envisagées pour y répondre ne sont pas finançables par la Région dans le cadre de sa politique pastorale.

D'autres financements seront donc à trouver pour ces actions (identifiées « hors PPT »).

Le programme d'actions proposé se décline comme ci-dessous en trois axes :



La maquette financière déposée sollicite une subvention de la Région Auvergne Rhône-Alpes de 128 000 € pour un coût total de projet de 555 000 € **sur 6 ans** dont 66 % dédié à de l'investissement. Celle-ci devrait évoluer au regard du budget mobilisable par la Région (en baisse de 10% pour l'ensemble des autres PPT de la Drôme).

MAQUETTE FINANCIERE PPT 2017-2022	Dépenses		PPT (Région Auvergne - Rhône-Alpes)		Cofinancement					
					CD 26		FEADER		Autofinancement	
I : Investissement / F : Fonctionnement	Montant éligible	I/F	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant
<b>AXE 1 : MAINTENIR ET DEVELOPPER LES ACTIVITES PASTORALES</b>										
Action 1 : Favoriser la dynamique collective des éleveurs en Groupement Pastoral et des propriétaires en AFP	30 000 €	F	40 %	12 000 €	10 %	3 000 €	50 %	15 000 €	0 %	- €
Action 2 : Expertiser et diagnostiquer	25 000 €	F	20 %	5 000 €	20 %	5 000 €	40 %	10 000 €	20 %	5 000 €
Action 3 : Acquérir du foncier pastoral par les collectivités territoriales	15 000 €	I	25 %	3 750 €	0 %	- €	0 %	- €	75 %	11 250 €
<b>AXE 2 : AMPLIFIER LES PRATIQUES PERFORMANTES ET INNOVANTES POUR GERER DURABLEMENT LES ESPACES PASTORAUX</b>										
Action 1 : Poursuivre les aménagements et équipements des espaces pastoraux	350 000 €	I	17.5 %	61 250 €	17.5 %	61 250 €	35 %	122 500 €	30 %	105 000 €
Action 2 : Expérimenter et sensibiliser autour des enjeux de maintien d'ouverture, du sylvopastoralisme et des pratiques pastorales	80 000 €	F	30 %	24 000 €	0 %	- €	50 %	40 000 €	20 %	16 000 €
Action 3 : Participer à l'entretien des espaces pastoraux et de leurs équipements à hors PPT										
<b>AXE 3 : SENSIBILISER ET AGIR POUR LE PASTORALISME</b>										
Action 1 : Communiquer sur le pastoralisme auprès du public et des acteurs du territoire	30 000 €	F	40 %	12 000 €	0 %	- €	40 %	12 000 €	20 %	6 000 €
Action 2 : Coordonner le programme	25 000 €	F	40 %	10 000 €	0 %	- €	40 %	10 000 €	20 %	5 000 €
Action 3 : Valorisation des produits issus de l'activité pastorale à hors PPT										
<b>TOTAUX</b>	<b>555 000 €</b>		<b>23%</b>	<b>128 000 €</b>	<b>12 %</b>	<b>69 250 €</b>	<b>38 %</b>	<b>209 500 €</b>	<b>27 %</b>	<b>148 250 €</b>

La coordination de ce programme (organisation des comités de pilotage, suivi administratif, évaluation, communication...) financée dans le cadre de l'action 2 de l'axe 3, sera portée par la CCVD. Une convention sera signée entre les deux Communautés de Communes pour encadrer cette mission, dès la validation du programme et de sa maquette par la Région. Le cout estimatif, subventions déduites serait d'environ 280 € par an pour la CCCPS.

Le montant de cette ligne n'étant pas très élevé, l'identification, l'animation et l'accompagnement des porteurs de projets seront réalisés par l'ADEM pour les éleveurs ou par chaque Communauté de Communes sur ses fonds propres et/ou en faisant appel aux fiches-actions thématiques du PPT.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ce nouveau programme d'actions et d'autoriser le Président à signer le PPT, la convention de partenariat avec la CCVD et tous les actes afférents.***

## **Thématique Social**

### **5. Convention de partenariat relative à la création de places réservées en établissement d'accueil du jeune enfant – Département de la Drôme (pièce jointe)**

Dans le cadre de la réforme de la protection de l'enfance, la prévention fait partie des missions de la Protection Maternelle et Infantile (PMI).

A ce titre et dans l'objectif de soutien aux familles présentant des besoins spécifiques sur le plan de la santé et du développement, de l'éducation et de la relation, le Département de la Drôme a voté un dispositif de réservation de places « prévention » dans certains établissements d'accueil petite enfance. Une convention a été mise en place entre le Département de la Drôme et le multi-accueil associatif « Les Tchoupinets » dans le cadre de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2018.

La reprise en gestion directe du multi-accueil par la CCCPS au 1<sup>er</sup> novembre 2016 impliquant un changement de gestionnaire, le Département de Drôme propose la réécriture de la convention pour la mise en place du dispositif sur l'ensemble des établissements d'accueil du jeune enfant du territoire.

L'objectif de cette convention est d'accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants, les soutenir et prévenir précocement les troubles de la relation parents-enfants, les troubles du développement et du comportement de l'enfant, de contribuer à la socialisation de l'enfant, de prévenir les situations risquant de se dégrader et de proposer des ressources supplémentaires et de proximité aux parents.

De ce fait, le Département de la Drôme propose un projet de convention de manière à répartir les 1 060 h/an de ce dispositif sur l'ensemble des EAJE du territoire de la CCCPS gérés en régie : multi-accueil « Le Petit Bosquet » à Crest, multi-accueil « Les Tchoupinets » à Aouste sur Sye et micro-crèche « Les Marrisous » à Piégros-la-Clastre.

D'une façon générale, l'accueil s'effectuera lors de demi-journées ou journées au cours de la semaine. Ce dispositif est gratuit pour la CCCPS.

***Le Président propose au Conseil Communautaire de se positionner sur ce projet de convention.***

## **Thématique Financière et administrative**

### **6. Acquisition ou cession par acte administratif**

Quand un Maire ou un Président authentifie un acte administratif, la commune ou l'EPCI ou un tiers partie de l'acte est représentée lors de la signature par un adjoint ou un Vice-Président dans l'ordre des nominations (article L. 1311-13 du CGCT).

En effet, le maire ou le Président, officier ministériel, joue le rôle du notaire et reçoit les deux parties pour la signature de l'acte : Le but de cette disposition est de garantir la neutralité de l'autorité procédant à l'authentification de l'acte et de sécuriser le dispositif juridique.

**Le Président propose que la première Vice-Présidente représente la Communauté de Communes et qu'en cas d'empêchement de celle-ci, ce soit le 2<sup>nd</sup> Vice-Président.**

## **7. Décision Modificative Budgétaire : BP CCCPS DM N° 12**

### **Régularisation dotation aux amortissements compte 2257 Matériel et outillage de voirie**

Suite à une anomalie en vue de l'édition du compte de gestion 2015, la Trésorerie nous demande de procéder à la dotation aux amortissements pour 2016. Il s'agit de 3 fiches d'immobilisation de mise à disposition dans le cadre des OM des communes d'Aurel et d'Espenel pour 13 750,39 € sur le bien MIM2M32257CCPS (N° inventaire)

#### **FONCTIONNEMENTS** – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) : - 5 500,00 €

Dépenses – 6811 dotations aux amortissements immos incorporelles et corporelles : + 5 500,00 €

#### **INVESTISSEMENT** – virement de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement) : + 5 500,00 €

Dépenses – 28257 déchets : + 5 500,00 €

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.**

## **8. Décision Modificative Budgétaire BP CCCPS DM N° 13**

Complément des dotations aux amortissements des subventions 2015.

#### **FONCTIONNEMENTS** – virement de crédit

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) : + 4 597,00 €

Recettes – 777 quote-part des subventions d'investissement transférées : + 4 597,00 €

#### **INVESTISSEMENT** – virement de crédit

Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement) : - 4 597,00 €

Dépenses – 13913 : Département : + 264,00 €

Dépenses - 13918 : autres : + 4 333,00 €

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette décision modificative.**

## **9. Budgets supplémentaires**

### **A. Multi Accueil des Tchoupinets (Pièce jointe : BP micro-crèche « Les Tchoupinets ».)**

Dans le cadre de la reprise de compétence du multi-accueil, la CCCPS doit voter un budget supplémentaire. Le budgétaire supplémentaire fait état des recettes et dépenses pour 2 mois de fonctionnement avec la reprise des salariés, le versement des indemnités de licenciement et les coût des nouveaux salariés embauchés suite aux trois refus des agents de l'association des Tchoupinets d'intégrer la CCCPS. Il est le suivant :

## **FONCTIONNEMENTS**

Dépenses –	: + 62 424,00 €
Dépenses – 023 virement à la section d'investissement	: + 2 000,00 €
Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: - 29 424,00 €
Recettes	: + 35 000,00 €

## **INVESTISSEMENT**

Dépenses – 2183 matériel informatique Abellium	: + 2 000,00 €
Recettes – 021 virement de la section de fonctionnement	: + 2 000,00 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de valider le budget supplémentaire.***

### **B. ADN**

Suite à la délibération du 28/09/2016 « Convention financière avec ADN », la participation financière de la CCCPS sur 10 ans sera de 2 790 000 € selon un échéancier prévisionnel comme suit :

#### **1<sup>ère</sup> phase de 5 ans 72 % coût 2 010 000 €**

- BS2016 3 500 prises coût 1 050 000 €,
- BP2017 1 300 prises coût 390 000 €,
- BP2019 1 900 prises coût 570 000 €.

**Après 2020, 2 600 prises coût 780 000 €.**

Une sécurisation d'approvisionnement sur 10 ans serait trop chère en commissions sur le financement non tiré, voire impossible pour certaines banques. Il est donc choisi de souscrire un 1<sup>er</sup> emprunt pour 2 010 000 €.

Fonctionnement	BP 2016	BS 2016	
<b>comptes</b>	<b>Dépenses</b>		
66111	5 000,00	11 000,00	Emprunt ADN sur 30 ans

Investissement	BP 2016	BS 2016	
	<b>Dépenses</b>		
Compte 266	270 000,00	780 000,00	
Compte 1641	7 000,00	21 000,00	Emprunt ADN sur 30 ans
<b>277 000,00</b>	<b>277 000,00</b>		

	<b>Recettes</b>		
Compte 1641	270 000,00	780 000,00	Emprunt ADN sur 30 ans
<b>270 000,00</b>	<b>270 000,00</b>		

### **Budget Supplémentaire**

#### **FONCTIONNEMENTS –**

Dépenses – 66111 intérêts réglés à l'échéance	: + 11 000,00 €
Dépenses – 023 Virement à la section d'investissement	: + 21 000,00 €
Dépenses – 022 Dépenses imprévues (fonctionnement)	: - 32 000,00 €

### **INVESTISSEMENT**

Dépenses – 266 autres formes de participations	: + 780 000,00 €
Dépenses – 1641 emprunt en euros	: + 21 000,00 €
Recettes – 1641 emprunt en euros	: + 780 000,00 €
Recettes – 021 Virement de la section de fonctionnement	: + 21 000,00 €

### **C. ALSH Intercommunal à SAILLANS**

La mise en place d'une antenne de l'ALSH intercommunal à Saillans représente un coût (Création et aménagement d'une structure Algéco). Une régularisation du budget est nécessaire.

### **Budget Supplémentaire**

#### **FONCTIONNEMENTS**

Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement)	: - 20 000,00 €
Dépenses – 023 virement à la section d'investissement	: + 20 000,00 €

### **INVESTISSEMENT**

Dépenses – 2181 installations générales, agencement et aménagements	: + 15 000,00 €
Dépenses – 2183 matériel informatique	: + 1 000,00 €
Dépenses – 2188 autres mobilisations corporelles	: + 4 000,00 €
Recettes – 021 virement de la section de fonctionnement	: + 20 000,00 €

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ce budget supplémentaire, sachant qu'au Conseil Communautaire du vote du budget 2017, les taux d'imposition seront obligatoirement ré-étudiés afin de prendre en compte cette nouvelle action d'investissement.***

## **Thématique Ressources Humaines**

### **10. Organisation des Services**

Le Président explique que cette organisation a été présentée en Bureau et, qu'après son avis favorable, il a été mis à l'ordre du jour de ce Conseil.

Suite à la fusion et aux décisions prises, le Bureau propose de remettre à jour le tableau des effectifs afin d'une part de supprimer 9 postes, d'autre part de régulariser 14 situations et enfin de créer 2 postes.



Afin d'être le plus précis possible, voici le tableau récapitulatif :

	Explications	Impact budgétaire prévisionnel 2017	Poste à régulariser	Création de poste de travail	Poste à transformer	Poste à supprimer
<b>ADMINISTRATIF</b>						
Comptable	Suite à la création du service SIVU, au démarrage des différents projets, à la création d'un nouveau service avec le multi-accueil des Tchoupinets, le service comptabilité composé d'une seule personne ne pouvait plus faire face à la charge de travail. Un agent comptable en interne est venu conforter l'équipe mais cet agent fait l'objet d'un reclassement	Impact financier : Catégorie C : 31 160 €		F : Administrative Catégorie : C Grade : AA 2è classe Temps complet		
Juriste Commande publique	Charge de travail importante (actes administratifs, marchés publics...) et complexité de ce poste. Un spécialiste doit être missionné sur ces compétences	Impact financier : Catégorie A : 36 760 € OU Catégorie B : 34 520 €		F : Administrative Catégorie : A ou B Grade : Attaché ou Rédacteur Temps complet		
<b>AMENAGEMENT ENERGIE</b>						
SCOT / PLH / Energie et Instruction ADS	L'élaboration d'un SCoT. L'organisation du SMDVD implique une charge de travail au sein de la CCCPS pour le SCoT. Le PLH doit aussi être traité et la coordination du service mutualisé d'urbanisme.	Impact financier : Catégorie A : 36 760 €  Mais pas de création de poste				
Chargé de mission économie énergie développement local	Agent en poste mais en disponibilité sur le grade d'ingénieur d'une autre collectivité. Stabiliser le service.	Aucun impact. En changeant de filière laisse un poste de catégorie A d'attaché, pouvant servir au chargé de mission SCoT	F : Technique Catégorie : A Grade : ingénieur Temps complet			
Conseiller en Energie Partagée	Poste de la plateforme en contrat de droit privé prenant fin en 2018. Pas de possibilité de lui faire un CDD de droit public si pas de poste afférent.	Aucun impact financier. Poste laissé libre par le DST.	Pas d'ouverture de poste. prise du poste de technicien ouvert pour le DST.			

SERVICE TECHNIQUE						
Directeur des services techniques	2 postes ouverts pour la création. Le Bureau propose de basculer ce poste ouvert sur le CEP (voir ci-dessus).	Aucun impact financier. <u>Poste libre :</u> F : Technique Catégorie : B Grade : Technicien Temps complet				
Agent technique	Poste catégorie C à 2 7h 30. Augmentation temps ménage car augmentation de la surface des bâtiments du Siège. Passage du poste à 35 h.	Aucun impact budgétaire, car travaille déjà à 35 h.			Filière technique Catégorie C Grade : AT 2è classe Temps complet	
Secrétaire pole technique	Pas de poste ouvert car agent en CDD de droit privé.	Aucun impact budgétaire, car travaille déjà à 35 h.	F : Administrative Catégorie : C Grade : AA 2è classe Temps complet			
Agent technique : espaces verts / déchetterie	Au vu de la charge de travail (36 bâtiments et espaces sportifs) et à la demande des associations, par exemple traçage de l'ensemble des terrains... achat de matériel pour effectuer le gros entretien des terrains de sport..... Agent en place mais en CDD de droit privé.	Aucun impact financier car travaille déjà à 35 h. Basculement budget OM à budget général d'un 70 % environ 20 000 €			Poste ex CCC créé à 6 h. passage à 35 h.  Filière technique Catégorie C Grade : AT 2è classe Temps complet	
Agent technique bâtiment	Reclassement d'un agent technique pour cause d'incapacité physique. Régularisation d'un agent en CDD de droit privé.	Aucun impact financier car reclassement en 2016	Filière technique Catégorie C Grade : AT 2è classe Temps complet			
Agent technique et d'entretien	Un agent transféré en CAE à la fusion. Agent d'entretien des bâtiments sportifs et ouverture de la piscine en période estivale.		Filière technique Catégorie C Grade : AT 2è classe Temps complet			
Agent technique bâtiment	Poste actuel n'est pas accessible à l'agent en place.		Filière technique Catégorie C Grade : AT 2è classe Temps complet			Filière technique Catégorie C Grade : AT 1è classe Temps complet: à fermer au départ à la retraite de l'agent qui est en maladie depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2014.

<b>SOCIAL</b>						
Educateur jeunes enfants /poste de coordination enfance jeunesse	Poste créé à 17 h 30. Poste évolue avec réorganisation des services. Agent en poste en CDD de droit privé.	Impact financier : aucun Poste financé à hauteur de 90% environ (CD 26 + CAF)			Filière : Catégorie : A Grade : Conseiller socioéducatif Temps Complet	Filière social Catégorie : B Grade : EJE Temps : 17 h 30
Educateur jeunes enfants	Décision d'augmenter les horaires de la crèche à Crest (½ ETP) et décision de prendre la même personne pour diriger la crèche à Crest et coordonner la micro crèche. Agent en CDD de droit privé à 26 h budgétisé 2016 ne permettant pas de subvenir aux besoins de réorganisation.	Impact financier : 26 h -> 35 h : avec cette nouvelle réorganisation : réduction des coûts du service d'environ 2 000 € /an et meilleur fonctionnement.	Filière social Catégorie B Grade : EJE Temps : 35 h			
Infirmière	Augmentation du nombre de crèches. Le poste n'est plus calibré pour intervenir dans les 3 crèches. Poste créé à 10h.	Impact financier : 10 h->17 h 30 : + 7 350 €			Filière : Médico-sociale Catégorie A Grade : Infirmière Temps : 17 h 30	
Directrice ALSH	Le poste n'est pas créé dans la bonne filière.	Pas d'impact financier.	Filière : Animation Catégorie : C Grade : adjt animation 2è classe Temps complet			Filière : Social Catégorie : C Grade : agent social 2è classe Temps : 35 h.
Animateur Enfant Crest/ Directeur Adjoint	Aucun poste n'a été transféré à la fusion car ce n'était que des vacataires. Pour stabiliser le service, le Bureau et la Commission avaient décidé d'avoir une équipe de permanents et d'éviter les vacations en période ordinaire. Difficulté grandissante voire impossibilité à employer des vacataires avec la mise en place des TAPS ; Insatisfaction des parents car jamais la même équipe... Agent en poste sur un CDD de droit privé.	Pas d'impact financier	Filière : Animation Catégorie : C Grade : Adjt Animation Temps : 30 h.			
Animateur ALSH Saillans	Nouvelle action sur Saillans. Agent en poste en CDD de droit privé.	Impact financier : 31 160 € – Recettes ALSH	Filière : Animation Catégorie C Grade : Adj Animation. 2è classe Temps : 35 h.			
6 postes d'Animateurs périscolaires	Fin de compétences. 6 postes à supprimer.					Filière : Animation Catégorie C Grade : Adj Animation. 2è classe Temps : non complet.  6 postes à supprimer

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ce tableau retraçant les régularisations, créations, transformations et fermetures de postes. Un tableau des effectifs sera rapporté au prochain Conseil après la décision.**

## **Thématique Energie**

### **11. Diffusion du spot publicitaire de promotion de la Plateforme de la rénovation**

La plateforme de la rénovation est pleinement opérationnelle depuis octobre 2015 (et le recrutement du deuxième agent). Sur une année, 130 accompagnements de particuliers ont été réalisés. Jusqu'à présent très peu de communication a été faite par la Plateforme aussi les contacts parviennent principalement par le bouche à oreille, le relais des élus sur le terrain, les articles de presse et les bulletins communaux et intercommunaux.

Les objectifs :

- faire connaître la Plateforme de la rénovation au plus grand nombre en touchant un nouveau public,
- se doter d'un outil de communication pouvant être utilisé sur différents médias (sites internet des communes, pages internet de la plateforme, relais sur les réseaux sociaux, etc.).

4 464 € pour la réalisation et la diffusion du Spot publicitaire pendant 1 an au cinéma l'EDEN à Crest (diffusion en alternance sur la grande salle et les petites salles), action budgétisée sur 2016.

### **12. Avenant à la convention TEPCV : enveloppe financière complémentaire (pièce jointe)**

En 2015, la CCCPS et la CCVD ont été lauréats du dispositif Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) et à ce titre ont signé avec le Ministère de l'Environnement une convention leur attribuant une subvention de 500 000 euros pour la mise en œuvre d'un programme d'actions relevant de l'énergie et de la mobilité.

La présente convention est en cours de mise en œuvre. Le tableau ci-dessous résume l'état d'avancement de cette convention :

<b>Intitulé des actions</b>	<b>Montant estimé</b>	<b>Prise en charge TEPCV</b>	<b>Action CCCPS</b>	<b>Avancement</b>
<b>Intervention de 10 services civiques</b>	25 000 €	20 000 €	Oui	Terminée
<b>Action avec La Poste</b>	20 000 €	16 000 €	Non	Démarrage fin 2016
<b>Fonds d'intervention pour la rénovation (particuliers + bâtiment public)</b>	266 000 €	212 800 €	Oui	Règlements d'intervention validés En cours
<b>Avance sur trésorerie</b>	125 000 €	100 000 €	Oui	A mettre en place d'ici fin d'année si validé par la TP
<b>Achat de VAE</b>	50 000 €	40 000 €	Oui	Démarrage fin 2016
<b>Achat de kits d'adaptation au GNV</b>	60 000 €	48 000 €	Non	Solution non possible. Autre piste à l'étude
<b>Projet de développement de l'éolien</b>	150 000 €	79 500 €	Non	Mise en place fin 2016

En mai 2016, le Ministère a attribué au territoire une enveloppe complémentaire de 1 500 000 euros issue du Fonds pour la Transition Energétique.

Cette enveloppe complémentaire vise à soutenir les actions relevant des axes suivants :

- réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et l'espace public,
- diminuer les émissions de gaz à effet de serre et les polluants liés aux transports,
- développer l'économie circulaire et la gestion durable des déchets,
- produire des énergies renouvelables locales
- préserver la biodiversité, protéger les paysages et promouvoir l'urbanisme durable.

Cette subvention complémentaire de 1.5 Ms, pour nos deux territoires, doit permettre d'abonder au financement d'actions prévues par la Communauté de Communes et de soutenir les objectifs poursuivis par la collectivité, notamment dans le cadre de sa politique en faveur de la rénovation énergétique et du développement des énergies renouvelables et plus généralement de la Transition énergétique.

L'enveloppe TEPCV affectée à la 3CPS selon la répartition au prorata de la population est d'environ 500 000 euros.

Le programme d'actions envisagé pour la 3CPS, (opérations en maîtrise d'ouvrage 3CPS ou CCVD) est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL					
DEPENSES		Maîtrise d'ouvrage	RECETTES		
Nature des dépenses	Montant (HT)		TEPCV	CCCPS	CCVD
Fonds dédié aux particuliers	280 000	CCCPS	224 000	18 667	37 333
Fond dédié au surcoût lié à la construction d'un bâtiment BEPOS Effinergie	68 118	CCCPS	54 494	13 624	
Opération de sensibilisation de la population aux économies et à l'efficacité énergétique	20 000	CCCPS	16 000	1 320	2 680
<b>SS-Total action 1</b>	<b>368 118</b>	<b>CCCPS</b>	<b>294 494</b>	<b>33 611</b>	<b>40 013</b>
Réalisation tranche 1 de la vélodrome	490 000	CCCPS	245 000	245 000	
Achat d'un véhicule à motorisation électrique	50 000	CCCPS	40 000	10 000	
<b>SS-Total action 2</b>	<b>540 000</b>	<b>CCCPS</b>	<b>285 000</b>	<b>255 000</b>	<b>0</b>
Opération de sensibilisation du grand public au tri sélectif	10 000	CCCPS	8 000	2 000	
Acquisition de sacs de pré-collecte 3CPS	21 250	CCCPS	17 000	4 250	
Acquisition et mise en place de composteurs collectifs 3CPS	12 500	CCCPS	10 000	2 500	
<b>SS-Total action 3</b>	<b>43 750</b>	<b>CCCPS</b>	<b>35 000</b>	<b>8 750</b>	<b>0</b>
Réaliser une opération groupée de désamiantage	171 750	CCVD	137 400	11 335	23 015
<b>SS-Total action 4</b>	<b>171 750</b>	<b>CCVD</b>	<b>137 400</b>	<b>11 335</b>	<b>23 015</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 123 618</b>		<b>751 894</b>	<b>308 696</b>	<b>63 028</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cet avenant à la convention financière et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.**